

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

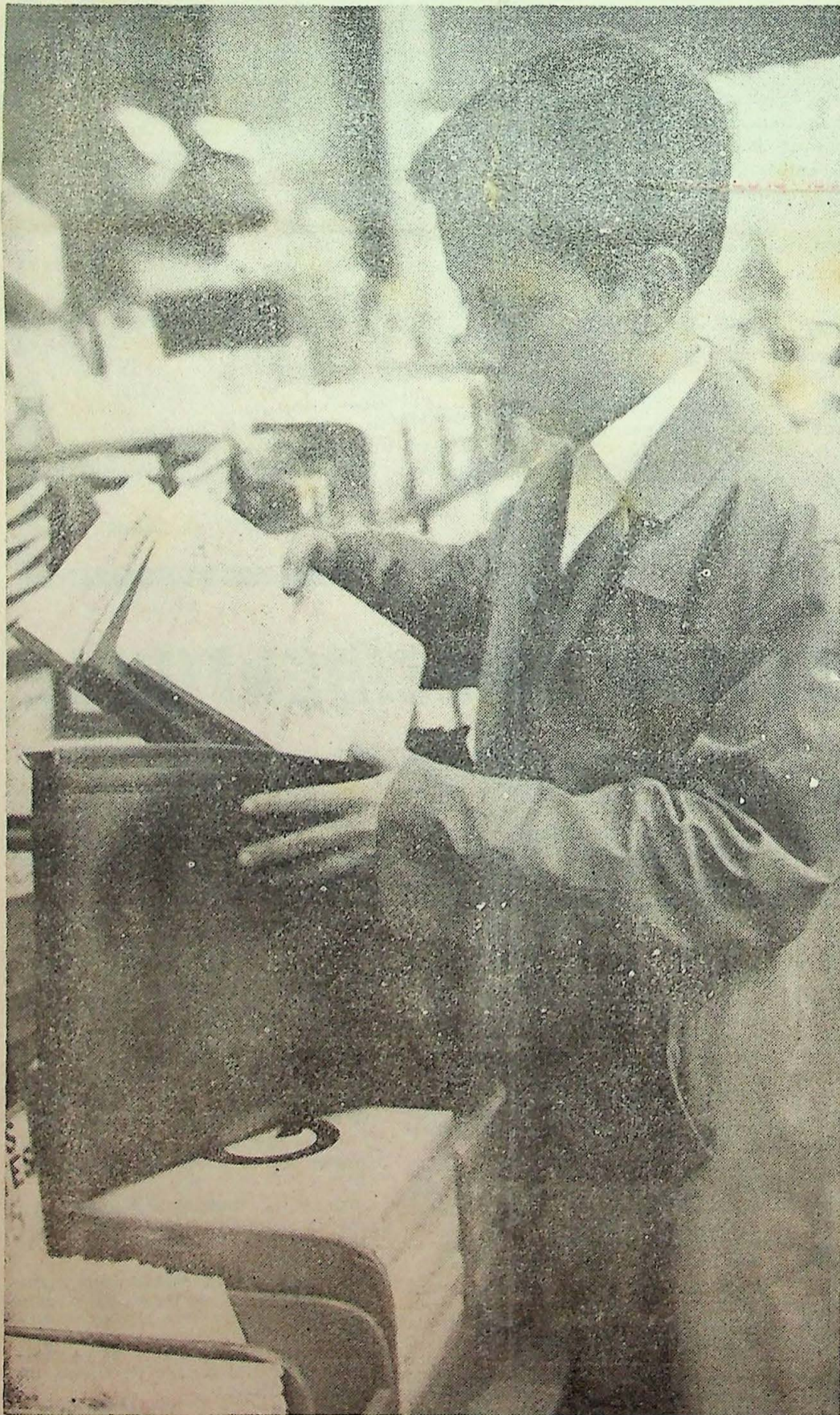
UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 254. — 2 OCTOBRE 1965

V^e Plan : large opposition au Conseil économique

(Page 8.)



300 F pour un élève de 4^e.

(Photo Agip.)

UNE FOIS
DE PLUS
PIÈTRE
RENTRÉE
SCOLAIRE

(Page 5)

RÉFLÉCHIR AVANT DE DÉCIDER

OUI, notre Parti est vraiment différent des autres partis.

Ne voilà-t-il pas qu'il a l'idée saugrenue de consulter ses militants pour connaître leur opinion sur la situation politique telle qu'elle se présente deux mois avant l'élection présidentielle...

Cette consultation démocratique précède un Conseil national qui statuera en dernier ressort et souverainement les 16 et 17 octobre 1965.

Et le journal du Parti ouvre une « tribune libre » pour que les divers avis de ses adhérents puissent y être présentés, librement, en dehors de toute polémique personnelle.

Alors toutes réflexions faites, montera des sections la décision qui assurera l'unité du Parti, sera conforme à ses principes et à son efficacité.

Oui comme cela est étrange en cette époque du gaullisme.

Nous comprenons bien le mépris de l'U.N.R. et des représentants de la droite... Il ne nous surprend pas. Défendre un Homme. Défendre des intérêts. Cela se fait sur ordre.

Mais il nous semble étonnant que des formations politiques de gauche s'en scandalisent. Surtout lorsqu'elles réclament à grands cris le retour au régime démocratique.

Il est vrai que le respect des règles démocratiques n'est pas toujours leur première préoccupation.

La procuration du pouvoir peut être donnée à des états-majors sans militants ou à des appareils aveuglément obéissants, le résultat est le même.

Le militant n'a pas la parole. Il doit se contenter d'approuver et d'appliquer les décisions prises au sommet. On pense pour lui en haut lieu et cela suffit.

Qu'il suive...

Eh bien! oui, le P.S.U. se félicite d'être ac-

tuellement le seul Parti qui, avant de prendre une décision, consulte ses militants, leur donne la parole, confronte leurs opinions, et décide démocratiquement.

En agissant ainsi, le P.S.U. reste fidèle aux conditions et à l'esprit de sa formation.

Et que François Mitterrand se soit déclaré candidat ; que Guy Mollet l'ait soutenu sans réunir son Parti ; que le P.C. l'ait rallié si vite qu'il en ait oublié de demander l'avis de ses membres ; que les inspirateurs de la campagne Defferre changent de monture, eux qui veulent toujours jouer « placés »... peu nous importe.

Nous pensons, nous, qu'il faut réfléchir avant de s'engager et que tout n'est pas si simple qu'on voudrait bien nous le faire croire.

Et réfléchir, c'est aujourd'hui faire le point.

Pendant des mois, face à l'esprit de manœuvre, au scepticisme, à l'incrédulité, à la soi-disant habileté, notre Parti a lutté pour que deux critères politiques aient la priorité :

— d'une part, l'élaboration d'un programme commun à toutes les forces de gauche qui oppose réellement au régime gaulliste des options politiques précises, qui ne soient pas seulement négatives ou indicatives ;

— d'autre part, conséquence de cet accord, la désignation d'un candidat unique de la gauche.

En agissant ainsi nous restions fidèles à notre lutte permanente pour que se réalise l'unité des forces de gauche, à condition qu'elle soit claire, sans calcul, dynamique et créatrice d'une véritable politique d'inspiration socialiste.

Oui, c'est vrai, nous avons sans cesse travaillé pour que les idées et les principes l'emportent sur les habiletés et les tactiques.

Cette conception de l'unité de la gauche, nous n'entendons pas l'abandonner.

Aujourd'hui encore, nous pensons que sans accord sur un programme il ne peut y avoir de victoire durable pour une coalition passagère, même si elle représente un fait positif dans l'évolution des rapports entre partis de gauche.

Qu'il soit bien entendu une fois pour toutes que nous n'avons aucun compte à régler avec tel ou tel homme et que nous ne sommes à la remorque d'aucun parti. Nous refusons à la fois le suivisme et le cryptisme.

Ce qui nous importe, c'est que nos militants examinent toute situation politique même préfabriquée avec conscience et objectivité.

Notre préoccupation n'est pas uniquement de savoir s'il faut faire campagne pour ou contre ; hier, Gaston Defferre, aujourd'hui, François Mitterrand.

Notre véritable adversaire, le seul, c'est le gaullisme.

Ce qui nous importe c'est, en assurant sa défaite, de ne pas le remplacer par une amère victoire.

C'est de tout faire pour éviter que derrière la façade de l'unité ne se cache la pire des désillusions.

Cela mérite d'être examiné attentivement et calmement réfléchi.

Notre Parti est conscient que son efficacité est liée au maintien de son unité, retrouvée et affermie depuis son congrès de Gennevilliers.

Qu'importe les sarcasmes et les ironies de ceux qui, jugeant notre action, voudraient la dénigrer.

Et tant mieux si notre respect des règles démocratiques leur donne mauvaise conscience.

Harris Puisais.

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Puisais a mille fois raison d'expliquer comment fonctionne notre démocratie intérieure dans la préparation de notre Conseil National des 16 et 17 octobre.

Mais la libre confrontation des opinions ne doit pas exclure la recherche d'un accord.

On permettra au Secrétaire National de dire que le P.S.U. se porte infiniment mieux depuis que le Congrès de Gennevilliers a marqué la fin de la lutte des fractions et que les militants ne veulent pas la voir reprendre, même avec de nouveaux clivages.

Puis-je demander à nos Fédérations et à nos Sections de ne pas donner de mandats impératifs à leurs délégués, mais à inviter ces derniers à travailler à la rédaction d'un texte groupant, si possible, l'unanimité et, en tout cas, une très large majorité ?

La santé du Parti et l'efficacité des décisions prises en bénéficieront. Je peux les assurer, de mon côté, que, conscients de leurs responsabilités, les membres du Bureau National sont décidés à collaborer à cette recherche de l'unité dans la clarté.

Edouard Depreux.

le P.S.U. peut-il présenter ou seulement souhaiter une autre candidature qui ferait l'effet d'une candidature de division ?

2°) Après avoir réclamé que soient précisées les grandes lignes d'un programme commun, le P.S.U. peut-il brusquement abandonner cet objectif non encore atteint et refuser de mener cette seconde bataille ?

3°) Etant un des seuls partis de la gauche à avoir des militants dans toutes les centrales syndicales et à prôner les bienfaits de l'unité syndicale, le P.S.U. ne peut-il aider à ce que, par la présence d'un seul candidat de l'ensemble de la gauche, soit préservée l'action de chacune des organisations syndicales, que diviserait non seulement entre elles, mais dans le sein de chacune d'elles, la sollicitation de plusieurs ?

4°) Le P.S.U. a-t-il le droit de réduire à l'inaction durant plusieurs mois des organisations telles que la Ligue des Droits de l'Homme, si souvent invoquée ces temps derniers, et qui ne peuvent agir qu'avec tous ?

5°) Au nom de quels critères, ayant réclamé, et réclamé seulement, programme commun et unicité de la candidature, le P.S.U. pourrait-il ajouter maintenant une exigence supplémentaire concernant la seule personne du candidat ? Ne peut-il laisser aux seuls représentants du

pouvoir gaulliste, qui taxe l'opposition de crime, le soin de transformer la légèreté en délit ? Comme l'écrit Guy Desson dans « L'Espoir » ardennais, n'est-il pas temps pour la gauche de « scruter plutôt les faiblesses de ses adversaires que celles de ses candidats ? »

6°) Le P.S.U. attacherait-il brusquement plus d'importance à la forme d'une élection qu'à son contenu et à ses lendemains ? Se croit-il si faible qu'il ne puisse être capable d'imposer un style à une campagne à laquelle il participerait, ou qu'il mènerait parallèlement à la campagne du candidat, en lui donnant sa véritable signification, en la chargeant d'un sens politique et moral qu'il est, j'en suis convaincu, le seul parti politique à éprouver et à pouvoir exprimer ?

Telles sont les questions qui seront posées, en filigrane, lors de la réunion du Conseil national.

Dans « Le moulin de Pologne », on dit d'un des héros qu'il prit l'habitude de trouver aux défaites un goût de victoire.

L'unicité de la candidature, refusée durant tant de temps par la cité Malesherbes, est une première victoire du P.S.U. Ne lui trouvons pas, par notre comportement et contrairement au personnage de Giono, un goût de défaite.

Daniel Mayer.

UN PROGRAMME ET UN STYLE :

EXIGENCES DU P.S.U.

J'ignore sous quelle forme le Conseil national sera amené à se prononcer, quelles questions lui seront posées.

Quelles qu'elles soient, elles contiendront en germe celles-ci, auxquelles il faut répondre quoi qu'il arrive :

1°) Après avoir réclamé contre tous, en particulier contre les dirigeants de la S.F.I.O., un candidat unique de la gauche, c'est-à-dire, essentiellement un candidat pour qui fassent campagne et les socialistes et les communistes, après l'avoir obtenu,

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

VERS LA IV^e RÉPUBLIQUE ?

« Toutes les batailles politiques qui se développent dans le pays sont déjà placées sous le signe de l'après-gaullisme. Cela apparaissait déjà lors des élections municipales. Cela se confirme au moment où s'ouvre la campagne présidentielle. Trois solutions s'opposent : l'une veut assurer la pérennité du gaullisme et la survie des équipes en place ; la seconde, sous des apparences réformatrices, tend à reconstituer les coalitions qui ont fait faillite sous la IV^e République ; la troisième ouvre la voie à une transformation des structures de la société dans la direction du socialisme... C'est en posant franchement le problème de l'alternative socialiste et de son programme que l'on a le plus de chance de gagner de nouvelles forces à la Gauche et de lui fournir une réelle possibilité d'unité. Tels sont les principes qui déterminent la position du P.S.U. pour les élections présidentielles. »

Ce texte, adopté à l'unanimité lors du congrès de Gennevilliers, trace la voie à suivre en même temps qu'il fixe l'objet limité du Conseil national des 16 et 17 octobre. Cette instance, contrairement à ce que l'on dit, ne sera nullement souveraine ; elle n'aura pas le pouvoir de remettre en cause la volonté d'un congrès unanime ; elle ne pourra qu'« apprécier les résultats obtenus » et fixer « en conséquence définitivement la position du P.S.U. dans la bataille des présidentielles ».

Le fait que les militants du P.S.U. soient appelés à se prononcer clairement est une des « originalités » dont ni ceux de la S.F.I.O., ni ceux du P.C.F. ne pourront bénéficier, puisque personne n'a jamais songé à leur demander leur avis. Guy Mollet approuve une candidature qu'il a précédemment lancée ; tandis que pour Defferre, membre de la S.F.I.O., on avait convoqué un congrès extraordinaire, pour Mitterrand, « petit fédéré », on se contente d'un comité directeur et on reporte le Conseil national à l'époque où l'on compose les affiches. Au Parti communiste, parmi les quinze personnes qui décident, les désaccords ont comme d'habitude été masqués par l'apparente unanimité d'un Comité central, pressé de bâcler l'affaire en deux heures. Ainsi ces deux partis partent en guerre contre « le pouvoir personnel » et pour la reconstruction d'une démocratie qu'ils commencent par violer chez eux. Qu'on cesse donc de s'inquiéter parce qu'au P.S.U. nous discutons publiquement d'un problème qui est l'affaire de toute la Gauche ; qu'on ne brandisse pas une fois de plus les arguments de discipline ; si l'on veut que le 18 octobre la loi de la majorité soit celle du P.S.U. tout entier, qu'on laisse jusqu'à cette date la démocratie jouer à plein.

Pour certains hommes de gauche, la question ne se pose pas ; ils ont abdiqué toute faculté de jugement dès que les grands frères de Drancy ont parlé ; ce candidat que l'on vilipendait hier, quand il n'était que l'homme de Guy Mollet, le voilà sacralisé du moment qu'il est devenu celui de Waldeck Rochet. Comme si sa situation première n'était pas la plus sûre garantie de la seconde ! Il est vain de chercher plus longtemps à convaincre ceux pour qui une ânesse devient cheval dès qu'elle est baptisée ainsi par ses deux principaux cochers.

La candidature de M. Mitterrand s'inscrit-elle dans une autre voie que celle d'un aménagement de la V^e République ou d'un retour à la IV^e ? L'accord réalisé sur son nom est-il une simple addition tactique et sans portée ou ouvre-t-il pour la Gauche la perspective d'une unité réelle, durable et conquérante ? Telles sont les deux véritables questions auxquelles les militants du P.S.U. vont devoir répondre dans moins d'un mois, en fonction de critères très simples.

1) LA PERSONNE DU CANDIDAT, LE POIDS DE SON PASSE ET DE SON ENTOURAGE. — Pour ma part, je n'ai vu personne nier qu'il y ait un problème. Il y a des gaullistes, des mendésistes, il y a eu des defferristes ; il n'y a pas de « mitterrandistes », mais seulement des résignés,

des gens qui vous disent « bien sûr... mais... » ou encore « évidemment... cependant... ». Waldeck Rochet, comme les autres, commence par constater : « Quelles que soient les remarques qui peuvent être faites sur la personnalité de François Mitterrand... ». Notons donc que, face à l'homme du 18 juin, on invite la Gauche à se compter sur un candidat contesté. Ce n'est pas l'essentiel, c'est vrai.

2) LA PROCÉDURE DE DESIGNATION. — Écoutons Waldeck Rochet : « Je rappelle que, pour l'élection présidentielle, nous avons présenté un projet de programme minimum... Nous avons bien précisé que nos propositions n'étaient pas toutes à prendre ou à laisser, mais qu'elles étaient susceptibles d'être discutées, amendées, complétées... ». Le leader communiste omet seulement d'ajouter que son parti a fait pendant des mois de cette discussion publique la condition d'une candidature unique, totalement d'accord en cela avec le P.S.U. A Marseille par exemple, le 3 juillet, à l'issue d'un colloque auquel participaient le Parti communiste, le Regroupement des socialistes de gauche (Daniel Matalon), le P.S.U., l'U.N.E.F., la F.E.N., le S.N.I., était publié un premier canevas qui devait permettre l'accord « de toutes les organisations politiques, syndicales et démocratiques se réclamant de la Gauche » ; ce texte devait être étudié et recueilli « après discussion, l'assentiment de la majorité des populations de nos villes et de nos campagnes ». C'est seulement par cette procédure, affirmait la motion votée, que « pourra être créé le vaste courant populaire permettant d'offrir une alternative de gauche au pouvoir personnel ». A Paris, le 24 juillet, le Comité Jean Vilar réunissait les organisations ayant répondu à l'appel du 29 mars et notamment le Parti communiste, le P.S.U., la C.G.T., la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignement, la Jeune République ; tous les participants tombaient d'accord pour amorcer une sérieuse discussion sur le programme. Or, que déclare François Mitterrand dans sa conférence de presse du 22 septembre ? « Pourrais-je organiser, comme le demandent certains, mais non le Parti communiste, des négociations sur un programme commun, avec la moindre chance de mobiliser les républicains le 5 décembre ? Il leur appartiendra (aux organisations) de se déterminer au regard des options fondamentales que j'ai présentées. » Les tourments du Parti communiste n'intéressent que lui ; ce qui intéresse toute la Gauche, c'est de constater qu'on l'invite aujourd'hui à passer de la procédure démocratique à la procédure gaulliste.

3) L'ABSENCE DE TOUT ACCORD POLITIQUE. — C'est vrai, répondent certains, mais il n'y avait pas possibilité de faire autrement ; c'est le système de l'élection au suffrage universel et l'état de division de la Gauche qui imposent cette procédure imparfaite. La proposition d'une discussion publique était utopique, puisque la S.F.I.O. n'en voulait pas. Et voilà le grand mot lâché : Guy Mollet ne veut pas, donc on s'incline. Mais, ajoute-t-on, il y a tout de même un échange de lettres entre le candidat et le Parti communiste ; donc accord politique. Puisque, aux yeux des communistes, la solution dépend « avant tout de l'attitude du Parti socialiste », demandons à leur oracle, éditorialiste du *Populaire*, de fournir lui-même la réponse (Claude Fuzier, 25-26 septembre) : « Ce qui se passe actuellement n'a rien à voir avec 1935. Si toutes les fois que les communistes décident de soutenir quelque chose ou quelqu'un, il doit être question de Front populaire !... Un Front populaire n'existe qu'à partir du moment où toutes les organisations représentatives des catégories exploitées par le système économique capitaliste se mettent d'accord sur un programme commun et une méthode d'action commune afin de modifier substantiellement l'organisation politique, sociale ou économique de la nation... Aucun accord n'a été réalisé entre les organisations qui ont déjà apporté leur soutien à François Mitterrand. » Gérard Jacquet confirme (28-29 septembre) : « Comment peut-on affirmer qu'il existe aujourd'hui une organisation de cet ordre ou même seulement son esquisse ? François Mitterrand n'a négocié avec aucun parti et aucune organisation... C'est net. Laissons le P.C.F. se contorsionner pour expliquer que la meilleure méthode pour arriver à un programme commun, c'est d'y renoncer. Puisqu'il n'y a pas de Front populaire, pas d'accord sur le programme, ce que l'on propose à la Gauche, c'est un marchandage électoral, dans le plus pur style des combinaisons d'états-majors de la IV^e République.

4) LE FOND, C'EST-A-DIRE LE CONTENU DE LA PLATE-FORME. — Acceptons un instant la nouvelle méthode communiste et confrontons quelques-unes des options politiques présentées par François Mitterrand avec les nôtres. Après tout, s'il s'agissait d'une « plate-forme acceptable ». Bornons-nous à trois exemples :

a) Les institutions. — Depuis que le P.S.U. existe, tous les textes qu'il a votés prennent position contre la Constitution gaulliste et rejettent un simple aménagement de celle-ci. Mitterrand, opposant de 58, mais aujourd'hui poulaïn de Guy Mollet, coauteur de la Constitution, écrit : « L'Assemblée devra abroger certains articles, notamment l'article 16, et apporter des amendements aux articles qui concernent le contrôle constitutionnel. » C'est ce que disait Defferre l'an dernier et nous avons répondu non. Dire oui aujourd'hui à Mitterrand serait reconnaître que l'on répond différemment à la même question quand l'interlocuteur change.

b) La politique économique et sociale, qui est comme chacun sait le talon d'Achille du régime et donc le point d'attaque essentiel pour l'opposition. Si les mots d'incidence et de banalité ont un sens, c'est à la déclaration de Mitterrand sur ces problèmes qu'il convient de les appliquer. Écoutons Waldeck Rochet s'extasier : « Il a déclaré (son candidat) : le taux de production fléchit, l'augmentation de la consommation individuelle régresse, les prix ne sont pas stabilisés, l'agriculture connaît une crise, la charge de l'impôt est inégalement répartie, etc. ». C'est la rédaction d'un enfant de sixième, sans une seule proposition concrète. Gaston Defferre s'était au moins prononcé pour la nationalisation des banques d'affaires ; Mitterrand, c'est pire.

c) La politique étrangère enfin. — Nous n'attendions pas de François Mitterrand qu'il ait un mot sur l'agression américaine au Vietnam ; nous savions que Guy Mollet le lui avait interdit. Il est malheureusement depuis longtemps admis par les candidats dits de gauche que cette question relève du « domaine réservé » au général de Gaulle, seul autorisé à mettre en cause « ce grand et beau pays ». Mais voilà que, plus fondamentalement, le candidat confesse : « J'ai voté l'alliance atlantique et à aucun moment je ne m'en suis repenti. Si j'en avais la charge, je ne demanderais pas de modifications quant à l'esprit de l'alliance, je ne demanderais pas sa suppression... » Pour le Parti communiste l'essentiel est sans doute de savoir ce que pensaient de cette question Khrouchchev et Kennedy. Pour nous, il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler ce que le congrès de Gennevilliers votait à l'unanimité, lorsqu'il demandait « dans l'immédiat... » une politique active et générale de non-alignement devant entraîner le retrait de l'O.T.A.N., politique dont la France devrait prendre la tête en Europe ».

Ouvrir avec le candidat une négociation pour améliorer son programme ? Mais il n'y a aucune inquiétude à avoir, il saura bien le faire tout seul, au gré des voix qu'il voudra gagner ; l'homme est assez habile pour glaner dans les programmes des autres tout ce qui pourra lui être utile ; l'homme a suffisamment de mépris pour les discussions d'idées pour se déclarer favorable en bloc « à chacun des points que vous avez votés majoritairement dans vos congrès » (déclaration aux « Colloques socialistes »). Et après ? Cela ne l'engagera à rien, puisqu'il disait lui-même au M.R.P. lors des tractations de juillet :

la municipalisation des terrains à bâtir : « L'intérêt, c'est d'avoir mis le mot. Vous ne risquez rien, Lecanuet, il n'y a que le mot. »

La seule garantie que nous pourrions avoir serait le contrôle des organisations populaires sur le respect de quelques grandes options, préalablement déterminées ensemble et défendues par un candidat qui en serait à la fois le porte-drapeau et le garant. Mais l'unité par elle-même et pour elle-même n'a jamais rien signifié. Deux fois depuis dix ans, en mai 1958 et en février 1962, des foules énormes sont rassemblées. Les deux fois, il s'agissait d'un enterrement et il est vain d'attendre une seconde étape d'une cérémonie par définition sans lendemain.

On nous adjure de ne pas céder à la tentation de l'isolement. Comme si le choix dépendait de nous et non des autres. Lorsque, en pleine guerre d'Algérie, Daniel Mayer et quelques autres prirent la décision de refuser les pouvoirs spéciaux à l'équipe Mollet-Lacoste, soutenue par tous les coalisés d'aujourd'hui, ils ne choisirent pas l'isolement, mais la fidélité à un certain nombre d'idées que les autres trahissaient. Personne ne doute aujourd'hui qu'ils aient eu raison.

L'Histoire est riche de ces rassemblements éphémères dont le lien traduit non pas une idée force mais le lâche soulagement qui suit les grandes capitulations. L'Histoire enseigne aussi que jamais l'avenir n'a appartenu à ceux qui alors se plaçaient dans le sens du courant mais à ceux qui savaient dire non.

Il ne peut être question que le P.S.U. prenne seul sa décision ou qu'il prenne une décision de boutique. Mais il existe désormais une solidarité de fait entre tous ceux qui — par-delà les frontières des organisations — refusent le faux dilemme : ou bien le monarque de la V^e, ou bien les vieux appareils de la IV^e République. C'est à tous ceux qui sont convaincus que la Gauche ne peut s'unir qu'en se transformant et ne peut vaincre qu'en donnant d'elle un nouveau visage, qu'il appartient de définir entre eux les formes de la réplique comme de la poursuite du combat pour le socialisme.

Marc Heurgon.

E.S.U. : communiqué à la presse

Le B.N. des étudiants socialistes unifiés réuni à Paris le 26 septembre :

— estime que la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République ne correspond ni par son style, ni par son contenu à la candidature unique de la gauche telle que l'avait préconisée le P.S.U. lors de son 4^e Congrès.

Cette candidature n'a été précédée d'aucune discussion entre les différentes organisations se réclamant du socialisme (partis, syndicats, mouvements de jeunesse...) quant à un programme commun. Le nouveau candidat à la présidence de la République a présenté de son propre chef un certain nombre d'options qui sont très éloignées de ce que pourrait être un véritable programme d'alternative socialiste.

Un catalogue de revendications ne saurait ouvrir la voie à la démocratie socialiste, seul terme valable de l'alternative politique face au gaullisme.

A cet égard, l'attitude du P.C.F. n'est en définitive qu'un ralliement sans principe et contradictoire avec les thèses défendues par celui-ci depuis plusieurs mois.

Cette décision compromet gravement l'avenir de la gauche socialiste en France, et en particulier les solutions que les organisations socialistes étudiantes peuvent promouvoir à l'Université dans le combat des étudiants contre le gaullisme et pour l'alternative socialiste.

Le B.N. des E.S.U.

METZ

Des chrétiens réunis en colloque confirment et précisent leur volonté de s'engager dans la « voie socialiste »

Sur l'initiative des « Amis de Témoignage Chrétien », 176 « chrétiens de gauche » se sont réunis pour mettre en commun leur expérience syndicale, politique ou familiale et pour préciser comment ils voient l'acheminement vers une cité socialiste.

Un sondage fait parmi les participants a montré qu'un tiers seulement de l'assistance était militant dans un parti politique. Parmi ce tiers, deux sur trois étaient membres du P.S.U., les autres de la Jeune République et du M.R.P.

Sur les autres plans, les participants ont déclaré militer à la C.F.D.T., à la C.G.T., à l'U.N.E.F., à la F.E.N., aux clubs Jean-Moulin, Citoyens 60, Technique et Démocratie, à la Ligue des Droits de l'Homme, au Mouvement de la Paix, au M.C.A.A., au service civil international.

Tous ont été d'accord pour établir une plate-forme et pour la proposer

à la discussion des organisations (clubs, cercles, groupes) regroupant des chrétiens militants dans des syndicats, partis de gauche et mouvements de paix.

Mais, à l'unanimité, l'assemblée a bien précisé le sens de sa démarche : en aucune façon, les « chrétiens de gauche » ne doivent se réunir en parti ou syndicat.

Est écartée « toute idée de démocratie chrétienne, que celle-ci soit libérale ou de gauche ».

D'autre part, « ils refusent, en tant que chrétiens, de constituer des tendances ou des fractions au sein des organisations dans lesquelles ils sont et où ils veulent militer loyalement ».

Après avoir indiqué ce qu'il ne voulait pas faire, le colloque a discuté et adopté, à la quasi-unanimité, un texte faisant un certain nombre de propositions.

Ce texte affirme, sans aucune ré-

serve, l'option des participants pour la démocratie, le socialisme et la paix.

Ils estiment que « l'amour des hommes » inclut le « combat pour la paix » et « l'organisation de la société selon les structures du socialisme démocratique ».

Mais ils ne sont pas prêts à accepter n'importe quelle forme de socialisme ni à se fonder, sans lutter, dans les organisations existantes. Ils ont opté pour le courant de renouveau socialiste et lancent un appel au rassemblement de tous ceux qui œuvrent à ce renouveau, où qu'ils soient : « Ils ont conscience de s'insérer dans le courant de renouveau du socialisme et de son adaptation au monde moderne. Ils APPELLENT tous ceux qui sont décidés à œuvrer dans le sens de ce renouveau et de cette adaptation à se rencontrer et à coordonner leurs efforts afin que le mouvement socialiste se renouvelle profondément et puisse s'unifier sur des bases solides et efficaces. »

Le reste du texte contient des options fondamentales sur les grands problèmes politiques : la démocratie et la laïcité, les scandales de l'information, la démocratisation de l'enseignement, la planification et la politique économique et sociale, l'aménagement régional, le logement, l'égalité de l'homme et de la femme, la guerre et la paix, l'Europe, le désarmement et la coopération avec le Tiers Monde. Donnons quelques extraits :

Démocratie et laïcité

« ... Les chrétiens réunis à Metz considèrent qu'il n'y a pas de vrai socialisme sans démocratie, sans respect des hommes, sans éducation des citoyens, sans participation et accession aux responsabilités.

« L'idée de démocratie inclut l'idée de laïcité. En conséquence, ces chrétiens affirment qu'ils sont attachés à la laïcité de l'Etat et des institutions civiles, cette laïcité permettant le libre épanouissement de chacun dans le respect de l'opinion de tous. »

L'information

« Les chrétiens réunis à Metz dénoncent les scandales des radiotélévisions qui, renonçant à leur mission d'information, ont recours aux procédés les plus vils de la propagande pour le seul service des gouvernements en place. »

Suivent des propositions.

La démocratisation de l'enseignement

« Les chrétiens réunis à Metz réclament une véritable démocratisation de l'enseignement, c'est-à-dire la fin des cloisonnements d'ordre social et familial qui caractérisent l'école d'aujourd'hui. Ils considèrent que, pour la France, la dernière réforme gouvernementale va, en fait, à l'encontre de cette démocratisation.

« Ils demandent que, devant les exigences du monde moderne et l'évolution rapide des sciences et des techniques, l'enseignement donne aux hommes la possibilité de se recycler ou de changer de métier.

« Ils considèrent enfin que l'école doit devenir indépendante à l'égard des pouvoirs politiques et économiques et ne pas être assujettie aux besoins privés et aux besoins à court terme de l'économie. »

La planification et la politique économique et sociale

« Les chrétiens réunis à Metz demandent que l'élaboration du Plan — nécessité absolue pour un développement harmonieux de l'économie nationale — se fasse à tous les échelons selon les règles démocratiques de la consultation de toutes les couches sociales.

« A cet effet, ils demandent le développement des libertés syndicales et notamment la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et la mise en place d'organismes institutionnels permettant aux travailleurs de participer effectivement, selon leur importance réelle dans le pays, à la préparation et au contrôle du Plan.

« Ils demandent que les objectifs du Plan soient fixés de façon à effacer les inégalités entre les classes et entre les régions. Cela consiste à remplacer une économie de profits de type capitaliste par une économie de besoins de type socialiste.

« Ils considèrent que le Plan, dans la mesure où il a été élaboré démocratiquement, s'impose à tous.

« A cet effet, des réformes de structures incluses dans le Plan sont indispensables, portant notamment sur les structures du crédit et de la propriété foncière, le contrôle des investissements publics et privés et de l'auto-financement.

« Ils regrettent que le V^e Plan français ne réponde pas à ces critères ni quant à son élaboration, ni quant à ses objectifs.

« De plus, ils réprouvent la politique de stagnation économique actuellement suivie, incapable de concilier la nécessaire stabilité monétaire et l'indispensable expansion économique, base de tout progrès social.

« Les chrétiens réunis à Metz demandent donc qu'à l'intérieur du Plan soit établie une véritable politique d'aménagement du territoire répartissant au mieux les richesses du pays en tenant compte des spécificités locales et des problèmes humains. »

La paix et l'Europe

« Les chrétiens réunis à Metz, considérant la paix comme le plus grand bien de l'humanité, condamnent le nationalisme, le racisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme.

« Ils croient à l'effacement progressif des frontières entre les peuples qui doit conduire à la formation de communautés humaines toujours plus vastes. A cet effet, la construction de l'Europe leur paraît être une nécessité.

« Ils estiment qu'une Europe repliée sur elle-même ne correspond pas à cette volonté de dépassement et souhaitent une Europe planifiée, élargie et indépendante tournée vers le Tiers Monde. »

Après avoir affirmé leur confiance en l'O.N.U. :

« Ils sont convaincus que la guerre n'est jamais une solution vraie aux conflits entre les peuples, ces conflits devant se régler par la négociation. Ils comprennent et justifient, cependant, les luttes que mènent les minorités et les peuples opprimés pour leur libération.

Après avoir précisé leur position sur la conférence de Genève et les accords de Moscou :

« Ils s'engagent solennellement à lutter par tous les moyens appropriés, et notamment lors de tous référendums et élections, contre une politique qui comporterait la fabrication d'une force de frappe atomique. »

Ensuite, ils se prononcent pour la proscription des armes atomiques, chimiques et bactériologiques et contre les « prétendues dissuasions réciproques ».

Enfin, au sujet du Tiers Monde :

« Les chrétiens réunis à Metz considèrent qu'il ne pourra y avoir de paix et de justice dans le monde tant qu'il existera des peuples opprimés et tant que l'humanité verra se dresser les peuples affamés face aux nations nanties. »

Suivent des précisions sur la politique de coopération de la France et sur la nécessité d'internationaliser cette coopération, à condition que les critères soient « les besoins des peuples ».

« Ils voient, dans cette action positive, un dépassement de la simple coexistence pacifique, la première condition de la paix et le seul moyen d'assurer la promotion des hommes sans considération de races, de religions, de régimes. »

Incontestablement, ces positions donnent une résonance qui nous est familière, et les propositions en faveur de l'union des forces de renouveau socialiste ne sont-elles pas une étape vers un rassemblement qui nous semble nécessaire et urgent ?

Les chefs-d'œuvre des EDITIONS SKIRA à la portée de tous



pour 36 F par mois

LA PEINTURE FRANÇAISE DE FOUQUET AU XIX^e SIÈCLE

L'éloge des impressions suisses n'est plus à faire ni surtout celui des célèbres Editions SKIRA dont le nom est synonyme d'exactitude scrupuleuse et de haute qualité artistique. Or SKIRA vient d'élever, en 3 magnifiques volumes dont le texte est dû à trois éminents spécialistes, un monument à la gloire de la Peinture Française, souvent moins connue - même en France - que la peinture italienne ou hollandaise. Que de révélations contiennent ces luxueux volumes de grand format (25 x 35), reliés pleine toile sous jaquette en couleurs ! 323 reproductions en couleurs, si parfaites qu'on s'étonne de ne pas sentir sous le doigt le grain de la toile, illuminent cette Histoire de notre peinture, qui réunit enfin des œuvres éparpillées dans les Musées et les collections privées du monde entier, de POUSSIN à CEZANNE et à SEURAT, de la modération frémissante des primitifs au triomphe de la lumière : l'Impressionnisme.

Vous en jugerez vous-même en demandant à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, de vous envoyer une documentation gratuite ou mieux, les volumes eux-mêmes, pour examen, franco avec droit de retour dans les cinq jours. Vous ne courez ainsi aucun risque et vous serez sûr, en mettant dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous, de bénéficier des conditions exceptionnelles que peut vous garantir pendant 15 jours la Librairie PILOTE en vous offrant l'ensemble des trois volumes contre 12 mensualités de 36 F (ou 3 de 135 F, ou 396 F comptant).

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

La plus belle histoire de la peinture française... Il faut la lire à loisir en admirant à chaque page la qualité des reproductions en couleur... une qualité hors de pair (Ecole Libératrice) - Série magistrale (Information) - Excellentes reproductions (Le Figaro) - Un beau travail (Lettres Françaises) - ...passionnant (Réforme) - ...somptueusement présenté (Aux Ecoules) - Nous ne pouvons qu'en louer la richesse d'information historique, la clarté, la précision critique et la qualité technique (L'Express) - Illustration très brillante... texte solide (Nouvelles Littéraires) - Skira, "l'imaginifique" de notre temps (Preuves) - Qualité du texte, beauté des reproductions, cet ouvrage satisfait l'historien de l'art et l'homme de goût (Réforme) - Un enchantement (Connaissance du Monde) etc, etc...

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, PARIS-7^e 75 9 (valable seulement pour la France Métropolitaine).

□ Veuillez m'adresser pour examen gratuit LA PEINTURE FRANÇAISE DE SKIRA en trois volumes. Si je ne vous renvoie pas dans les cinq jours les trois volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai : □ en 12 mensualités de 36 F, □ en 3 mensualités de 135 F, □ comptant : 396 F.

□ Je préfère que vous m'adressiez seulement une documentation gratuite sans engagement de ma part.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

..... Signature.....

N° de C.C.P. ou bancaire.....

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

.....

.....

déclare vouloir adhérer au

Parti Socialiste Unifié et de-

mande à être mis en contact

avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège

du P.S.U., 81, rue Mademoiselle,

Paris (15^e).

UNE RENTRÉE SANS GRANDEUR

De plus en plus d'élèves, de moins en moins de professeurs

Des intempéries...

Il en est un peu de la rentrée comme du temps qu'il fait. C'est un sujet qui revient périodiquement dans les conversations, dans les articles de presse, la radio : en automne il relaie quelque peu le soleil, les nuages et la pluie, préoccupations essentielles d'une grande partie de la population pendant les mois d'été. Il faut dire d'ailleurs à la louange des régimes qui sont les nôtres depuis bien des années qu'ils ont réussi à prolonger considérablement dans le temps ce qui autrefois était par trop passager : à une époque quasi préhistorique, on « rentrait » le 1er octobre, aujourd'hui, on « rentre » pendant une bonne partie de l'année scolaire et ce n'est guère qu'à Noël qu'on peut oser faire un bilan définitif. L'achèvement des constructions, l'arrivée de maîtres s'échelonne agréablement pendant le premier trimestre, on essaie tout au long des premiers mois de l'année scolaire de subdiviser les classes de 60 élèves et davantage, de boucher, tant bien que mal, les trous plus ou moins béants qu'offre le tableau des personnels. Quant aux spécialistes, chefs d'établissements, employés des rectorsats et des ministères, le thème est pour eux aussi permanent, aussi inépuisable que la pluie ou le beau temps : quand une rentrée est bouclée, on commence avec, selon les tempéraments, un serrement de cœur ou un sentiment de terreur, à s'occuper de la prochaine. L'usager, pour sa part, baisse la tête sous l'orage : on ne se révolte pas contre une in-

tempérie, contre un événement presque naturel tant il est devenu habituel, on ne l'affronte pas, on s'en protège comme on peut. On se montre satisfait si les choses ne vont pas plus mal encore, on se félicite que les enfants ne soient pas dans la rue et en haut lieu on proclame avec un air de triomphe que la situation ne s'est pas aggravée dans l'ensemble, qu'il y a même eu des améliorations par-ci, par-là, compensées certes par d'énormes difficultés en d'autres points.

Le chroniqueur, en ce qui le concerne, se sent envahi par une grande lassitude : les informations s'entassent, fragmentaires, optimistes lorsqu'elles proviennent des autorités, pessimistes et parfois alarmantes si elles ont pour origine les syndicats ou les parents d'élèves. Mais tout cela il l'a lu chaque automne, il y a cinq, dix, voire quinze ans déjà ! Et puis les choses ne se termineront-elles pas comme toujours : les enfants casés, on ne sait trop comment, les postes pourvus, on ne sait trop par qui, l'Education nationale qui fonctionne, sans qu'on sache bien dans quelles conditions ?

...et de la normale

La première tâche, croyons-nous, c'est de réagir, de prendre ses distances. Non, il n'est pas normal que des établissements dont on a reconnu la nécessité depuis des années, pour lesquels les projets existent, ne soient pas construits, ou que leur édification traîne pendant des années, qu'il faille souvent la grève des élèves pour qu'on les commence, il n'est pas normal que d'autres soient entièrement ou partiellement terminés des semaines ou des mois seulement après la rentrée, que d'autres encore dressent leurs bâtiments à demi achevés ou leurs baraques dans des déserts de boue animés de bétonneuses et de marteaux-piqueurs, que tel autre enfin, flamboyant neuf, soit dépourvu d'installations sportives, que la majorité de nos bâtiments scolaires anciens soit dans un état indigne d'une nation dite « développée » et que leur misère jure avec les installations somptueuses édifiées par le capital privé ; non, il n'est pas normal que des dizaines de milliers d'enfants se voient privés,

quel ils ont droit, que des parents qui travaillent ne sachent tout simplement à qui confier leurs petits, que la prolongation de la scolarité obligatoire décidée il y a bientôt dix ans, repoussée d'abord de cinq ans, soit aujourd'hui remise aux calendes grecques ; pas normal non plus que des enfants au moment le plus délicat et le plus important de leur scolarité, c'est-à-dire dans l'enseignement primaire, soient confiés à des bacheliers sans aucune formation pédagogique, que dans le second degré, avec des « contractuels » anciens officiers, des retraités, des étudiants, la proportion de non-titulaires atteignant dans telle académie et telle matière jusqu'à 50 p. 100 de l'effectif, que dans l'enseignement technique on désespère de pouvoir jamais pourvoir les postes d'enseignement dans les matières d'enseignement pratique ; anormal enfin, que les enseignants, même lorsqu'ils sont qualifiés, placés devant des classes pléthoriques, obligés souvent de faire d'épuisantes heures supplémentaires, pourvus comme les élèves d'emplois du temps aberrants, privés du matériel nécessaire, forcés d'improviser leur enseignement parce que les programmes, si toutefois ils « sortent », paraissent à la veille de la rentrée, que ces enseignants parent aussi parfois au plus pressé et que dans ce cadre sordide tout effort d'imagination, d'innovation pédagogique soit découragé et souvent impossible. N'est-il pas « normal », en revanche, que dans ces conditions l'Education nationale soit souvent

contrainte de déclarer forfait, qu'on voit fleurir l'enseignement privé, l'enseignement professionnel confié au patronat, cependant que le « Pouvoir » arrache pan par pan à l'Université pour les confier à des ministères « techniques » des domaines qui relèvent d'elle ?

Nous pourrions entrer maintenant dans les détails, signaler ce qu'on a maintes fois relevé, l'insuffisance dramatique de l'enseignement technique (aucun établissement neuf terminé dans l'Académie de Paris, près de la moitié des candidats refusés dans l'Académie de Grenoble, 50 p. 100 d'entre eux ayant atteint la moyenne au concours, pardon, à l'examen d'entrée, cent professeurs nommés pour 7.000 élèves supplémentaires dans celle de Strasbourg), les difficultés insurmontables auquel doit faire face l'enseignement préscolaire et élémentaire parce qu'aucun poste nouveau devait être créé cette année et que c'est seulement devant la menace d'un véritable désastre que quelques maîtres supplémentaires ont été nommés au compte-gouttes (par exemple 62 instituteurs dans la Moselle alors qu'il en aurait fallu près de 500, sept créations dans le Calvados, alors que le nombre d'élèves y atteint en moyenne 35 par classe et bien que des instituteurs y fussent disponibles, tout simplement parce qu'on les a envoyés dans le Pas-de-Calais et la Somme où la situation est plus catastrophique encore) nous ne voulons pas insister longuement sur les conditions invraisemblables de la rentrée dans le second degré (par suite de la suppression de l'examen probatoire, de la création des sections littéraires modernes en seconde, événements connus à l'avance s'il en fut, il est dans certains lycées des classes de philosophie ou de sciences expérimentales comptant plus de 60 élèves, et même dans tel lycée de Paris une section d'anglais en seconde qui en compte 80 ; le Rectorat de l'Académie de Paris a été obligé, pour assurer une rentrée, quelle qu'elle soit, de procéder à une création illégale, celle des P.P. — postes provisoires — en attendant qu'on l'autorise — peut-être — à les rendre définitifs ; le ministère d'ailleurs ne l'entend pas de cette oreille et a refusé toute nouvelle création avant que les chefs d'établissements ne lui prouvent que chaque

professeur est bien chargé au moins des deux heures supplémentaires obligatoires, et, comme cela ne s'est su qu'au moment de la rentrée, les censeurs sont en ce moment en train d'essayer de refaire les emplois du temps ! On pourrait continuer longtemps ainsi et chacun de nous peut par lui-même apporter un lot d'informations de ce genre. Le ministère, quant à lui ne niera pas, mais citera d'autres exemples, qui tendraient à prouver que si tout ne va pas bien encore, tout ira bien bientôt et que de toute façon tout va de mieux en mieux.

Le passé...

Aussi n'est-ce pas avant tout sur ce plan que nous voudrions nous placer. Mais dire d'abord que loin d'être un cataclysme inattendu, une rentrée scolaire et les données qui la caractérisent sont parmi les événements de la vie sociale les plus prévisibles qui soient : si l'enseignement obligatoire va de 6 à 16 ans, le nombre à scolariser est connu selon les classes de six à seize ans à l'avance, bien plus, si l'on considère qu'à quelques dizaines de milliers près le nombre des naissances est resté le même en France depuis vingt ans et que ce nombre lui-même est largement prévisible : les membres de classes d'âge plus nombreuses de l'après-guerre commencent en effet à leur tour à avoir des enfants. De même sont connues les tendances migratoires l'évolution des besoins de l'économie. Nous ajouterons que ces événements sont non seulement prévisibles mais qu'ils ont été prévus : c'est précisément à quoi servent ou devraient servir les plans. On sait (voir la brochure sur l'enseignement publiée par le P.S.U.) ce qu'ont été l'établissement et la réalisation du IV^e Plan en matière d'enseignement : par rapport aux chiffres expressément qualifiés de modestes et d'incompressibles par la commission dite « Le Gorgeu », le gouvernement (qui était déjà celui du « général de Gaulle ») a commencé par opé-

gnement élémentaire et préscolaire figure dans l'esquisse définitive pour le chiffre de 220.000. Or la seule rentrée scolaire de 1964 a accusé 50.000 élèves de plus qu'en 1963 dans les seules maternelles. Etant donné le développement du travail féminin, le transfert de population des zones rurales vers les zones urbaines, l'accroissement du nombre des naissances (900.000 prévues en 1964 au lieu de 840.000 en 1963), il est certain que cet accroissement annuel de 50.000 des effectifs des maternelles se poursuivra et s'amplifiera. Mais 50.000 élèves par an, cela fait 250.000 élèves de plus en cinq ans pour les seules maternelles. C'est-à-dire que les maternelles seules dépasseront largement l'accroissement prévu pour l'ensemble de l'enseignement de 2 à 11 ans. » (L'Enseignement Public, mars 1965). On peut donc dire, sans crainte de se tromper, que par suite des conditions de travail imposées par le gouvernement en toute connaissance de cause, les estimations de la commission elle-même sont largement sous-évaluées. Ces estimations, correspondant « à la seule satisfaction des besoins qui peuvent être considérés comme indispensables », se montaient à 32 milliards de F pour cinq ans. Mais si la commission propose, le gouvernement dispose, et cela d'étrange manière : ayant lui-même fixé le taux d'expansion global, ayant décrété que certaines dépenses (en majeure partie les dépenses militaires) se trouvaient en quelque sorte hors plan, soustraites à toute discussion, il informa la commission qu'elle aurait à faire le travail de répartition à l'intérieur d'une fourchette de 25 milliards au minimum, de 28 au maximum. La réaction fut immédiate, la commission déclarant entre autres : « C'est à une révision déchirante des objectifs de la politique d'éducation que devrait procéder le gouvernement... Il faudrait notamment retarder de deux années supplémentaires la mise en place complète de l'enseignement du premier cycle (du 2^e degré, c'est-à-dire l'enseignement pour les enfants de 11 à 16 ans)... La prolongation de ce retard serait inadmissible. Deux cent trente mille enfants ne pourraient être accueillis en 1972 dans des établissements du premier cycle. » Rien n'y fit : il y a trois semaines, le gouvernement a enfin fait son choix définitif, fixant le total des dépenses à 25 milliards, le plus bas des chiffres qu'il avait lui-même envisagés. Malgré quelques truquages de présentation, on a pu calculer que pendant le V^e Plan, les dépenses par élève seront inférieures à ce qu'elles ont été pendant le IV^e.

Les Français n'ont donc plus qu'à se résigner. Les rentrées futures ressembleront, probablement en pire, à celles que nous avons vécues.

Les amis allemands du général de Gaulle jugent

Quant à la « philosophie » du système, nous renvoyons au précédent article sur la réforme Fouchet (T.S. n° 224 du 23 janvier). Nous voudrions néanmoins citer, pour finir, un article paru le 30 juillet de cette année dans le « Rheinischer Merkur », l'organe de l'aile droite de la C.D.U. allemande, celui d'Adenauer et de Strauss, de la partie la plus réactionnaire du patronat de la Ruhr, l'hebdomadaire aussi de ceux qu'on a appelés les « gaullistes » allemands, peu suspects sans doute d'une hargne, d'une grogne et d'une rogne systématiques à l'égard des « princes qui nous gouvernent » : « En première ligne, le gouvernement français voudrait favoriser la spécialisation et la faire concorder avec les besoins de l'économie... Une autre tendance est l'accélération de la formation pour la masse des élèves et des étudiants, sans qu'on néglige pour autant la formation du groupe « de pointe ». Pas de cadeaux à l'élite, mais la moyenne des jeunes doit entrer le plus vite possible dans le processus de production... C'est ainsi que le nouveau système s'éloignera probablement de la démocratisation qu'on prétend vouloir réaliser. Même si de diverses manières on arrive à ouvrir la voie de l'enseignement supérieur aux plus doués des élèves de l'enseignement technique, on ne peut éviter de faire au système nouvellement instauré le reproche d'une trop grande rigidité. Au fond, nous avons affaire à une tentative autoritaire pour décongestionner les universités, tout en fournissant à l'économie les techniciens de tout grade dont elle a besoin et en renforçant la sélection traditionnelle des élites ». Devant ce jugement, Tribune Socialiste n'a plus qu'à s'incliner !

P. A.

(1) Pour tout ce qui suit, cf. l'article de C. Martial, cité plus bas.

Rentrée 65 et budget 66

Un début de "gangrène"

Il reste encore trois semaines avant que les Facultés prennent leur visage de rentrée, mais d'ores et déjà les bleus du budget de l'Education nationale étant enfin publiés, on peut se faire une idée de ce que sera cette année.

— Diminution du nombre de créations de postes d'enseignants : 1.364 sur le budget 1966, alors qu'il y en avait 1.576 sur le budget 1965.

— 300 postes de techniciens au lieu de 815.

— 800 créations de postes d'IPES (1.263 l'an dernier).

— Réduction de 8,9 % des crédits de paiement d'équipement (construction, matériel, etc.).

— Pas de revalorisation des heures complémentaires depuis 1963.

Pour ce qui concerne la Recherche scientifique, le choix du gouvernement est non moins clair : les options du plan sont aussi très inférieures aux prévisions minimales de la commission (3.900 millions au lieu des 5.300 jugés indispensables).

La Recherche fondamentale est sacrifiée au bénéfice des crédits de recherche « de développement » qui sont multipliés par 5,9, ce qui permet à l'industrie de bénéficier des fortes subventions pour améliorer les techniques, alors que l'Université a été sacrifiée. Cette politique à

court terme et à courte vue sacrifie encore l'essentiel.

Une fois de plus, la formation des cadres de la nation, qui devrait jouir d'une priorité absolue, passe loin derrière les crédits de prestige et d'armement.

L'arrivée dans le cadre des Facultés des rescapés de la génération de 1947-1948 qui ont trouvé un enseignement primaire pléthorique, un enseignement secondaire manquant de locaux et de maîtres, va poser à l'Université de graves problèmes.

L'enseignement supérieur n'a su ni adapter son contenu et ses méthodes, ni trouver les moyens d'encadrer les milliers d'étudiants qui frappent à sa porte.

Les problèmes posés par cette reconversion aux nécessités d'une société moderne dépassent de beaucoup le cadre de cet article. Il n'appartient ni aux enseignants ni aux étudiants d'en déterminer seuls les dimensions. C'est l'ensemble du mouvement ouvrier, centrales syndicales et organisations politiques, qui est concerné. Cet ensemble peut seul définir les conditions d'une véritable démocratisation de l'enseignement, qui fournira à la nation des cadres démocratiquement formés, nécessaires pour la construction d'une société socialiste.

A. Geismar.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement algérien procède à de nombreuses arrestations de militants de gauche (trotskystes, communistes, P.S.U., tous anciens militants contre la guerre d'Algérie) travaillant en Algérie soit au titre de la coopération, soit individuellement. Tous étaient de fervents supporters du gouvernement de Ben Bella et beaucoup y avaient collaboré.

Le gouvernement Boumedienne présente ces Français comme étant des « agitateurs » animant l'opposition, des « aventuriers » inspirant « l'organisation de la résistance populaire ».

On pourrait analyser ce procédé et en dénoncer la légèreté... surtout lorsqu'on sait les nombreuses arrestations d'Algériens depuis le coup d'Etat du 19 juin. Et ceux-ci, hélas ! ne peuvent bénéficier du « soutien » d'amis ou de partis politiques réclamant leur mise en liberté.

Mais ce qui est d'une extrême gravité, c'est que la plupart de nos camarades arrêtés ont été torturés. Voici la déclaration faite par Albert Roux au cours de la conférence de presse qu'il a tenue le 27 septembre à la Mutualité :

« Voici les principaux sévices que j'ai subis :

« Tourner, jambes tendues, autour de mon index sans que celui-ci cesse de toucher le sol.

« Strangulation au pied : j'étais étendu sur le dos, bras en croix, maintenu par deux hommes qui m'écrasaient chacun une main avec un pied, un troisième me plaçait alors sur la gorge un morceau de pneu de la largeur d'une main et appuyait avec le pied, provoquant ainsi l'étouffement. Tout ceci agrémenté à diverses reprises de torsions des parties sexuelles. Ces tortures se passaient dans les locaux P.R.G.

« Supplice de l'électricité : fil branché directement sur une prise de courant, l'autre extrémité étant mise en contact avec diverses parties du corps mouillées.

« Supplice de l'eau : j'étais placé nu, pieds et poings liés derrière le dos, dans une salle de douches. Un des tortionnaires plaquait sur mon visage mon maillot de corps tandis qu'un autre, à l'aide d'un tuyau branché au robinet, m'inondait le nez et la bouche tout en appuyant avec son pied sur mon estomac. L'effet produit est celui de la noyade. L'électricité et l'eau me furent administrées, dans une villa vide, dans la nuit du mercredi 1^{er} septembre. Dès le jeudi 2, j'ai constaté que je n'entendais plus de l'oreille droite. Cette surdité a duré plus de quinze jours. Je précise que mon arrestation a été opérée sans

mandat d'amener, que la perquisition chez moi a été effectuée sans mandat et en mon absence et qu'aucun procès-verbal n'a été établi des objets saisis sur moi et chez moi. »

Cette déclaration se suffit à elle-même. Nous devons condamner sans réserve toute forme de torture, quel que soit le pays, quels que soient les hommes qui la pratiquent. Hier, nous nous battions contre ceux qui, en France, torturaient les Algériens. Comment se peut-il que ces derniers en arrivent à pratiquer les mêmes méthodes ? Comment peuvent-ils couvrir de telles pratiques ? Ils ne peuvent les ignorer. Ils savent bien que les services de police survivent aux changements de régime et que leurs « pratiques » se continuent et s'intensifient quand les gouvernements restent silencieux.

Nos amis Algériens doivent comprendre qu'aujourd'hui comme hier nous ne pouvons nous taire.

Ce qui est en cause, au-delà des particularismes et des divergences politiques, c'est le respect de l'homme, la sauvegarde de sa dignité.

H. P.

P.-S. — Signalons qu'une délégation de l'A.S.F.A. a été reçue à l'ambassade d'Algérie le 28 septembre : 1^o il lui a été précisé « qu'aucun sévice n'a été perpétré en Algérie » ; 2^o que les craintes de l'A.S.F.A. seraient transmises à qui de droit ; 3^o que des règles juridiques normales étaient en voie d'étude par les autorités algériennes.

ACTUALITÉ SOCIALE

Controverses entre la C.G.T. et les autres organisations

Alors que les syndicats mènent en commun des actions communes contre les licenciements envisagés dans la construction navale (à la Seyne et au Havre) et dans certaines régions comme la Loire, les controverses entre les organisations continuent à se développer.

C'est ainsi que Benoit Frachon déclarait récemment devant les militants cégétistes de la région parisienne réunis à l'occasion du 70^e anniversaire de la centrale : « Il faut

lutter contre un certain état d'esprit né des difficultés, et qui a un certain relent du passé de la C.G.T., du temps où florissait la théorie des minorités agissantes qui veut que la C.G.T., dont l'autorité est grande, peut se contenter de lancer des mots d'ordre pour qu'ils soient suivis. Nous avons vu, en maintes circonstances, des dirigeants d'autres organisations encourager des pratiques surannées, stupides et qui conduisent au désastre. Nous les avons combattues et continuerons à les combattre chaque fois que cela sera nécessaire. »

Déjà en décembre dernier, le secrétaire général de la C.G.T. avait vivement critiqué l'appel à la grève générale que F.O. avait lancé dans le secteur privé. Il est évident que le vieux leader vise également la tactique préconisée par la C.F.D.T., favorable à des actions d'ensemble de plus en plus amples, tactique dont les difficultés ne proviennent pas seulement des divergences entre les organisations.

La C.G.T. se prononce au contraire pour la poursuite des luttes partielles dans les entreprises qui devraient être coordonnées pour aboutir « à des actions plus vastes englobant des régions ou des industries entières ». Cependant, le climat actuel ne semble guère favorable à des luttes d'envergure, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public (à l'E.G.F. et à la S.N.C.F., les syndicats s'efforcent d'obtenir l'ouverture de pourparlers sur les salaires).

Les controverses entre la C.G.T. et les autres organisations recouvrent naturellement des divergences politiques. Cela est particulièrement vrai à propos des importations de charbon polonais dont le président Cyrankiewicz a demandé l'intensification à l'occasion de sa visite à Paris. Alors que la C.F.D.T. et F.O. estiment que de telles importations font du tort aux Houillères nationales en baisse d'activité, la Fédération du sous-sol C.G.T. souligne au contraire que, dans le cadre d'importations inévitables (dont plus de la moitié actuellement en provenance de l'Allemagne), « la préférence devait être donnée à des pays qui, comme la Pologne, offrent en réciprocité de fournir un important volume de travail à l'industrie française ».

M. C.

Vient de paraître

ANALYSES

LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN CHINE, par Charles Bettelheim, Jacques Charrière et Hélène Marchisio. Par cette très bonne étude, les auteurs se sont proposés de « dégager de la vie sociale et de l'organisation économique concrètes de la Chine des réflexions susceptibles d'enrichir la connaissance théorique du socialisme ». Editions François Maspéro.

CHRONIQUE DE LA DECOLONISATION, Jean Rous. Un recueil d'articles de l'auteur parus dans la presse de 1947 à 1964. Editions Présence Africaine.

ROMAN

LE PALAIS D'HIVER, Roger Grenier. Déclin et disparition d'une génération meurtrie par la première guerre mondiale. Le Temps est le principal personnage de ce livre. Ed. Gallimard.

A.L.E.R.T.E.

Association pour la liberté d'expression à la Radio et à la Télévision

Il se révèle malheureusement, chaque jour davantage, que la direction de l'O.R.T.F., nommée par le gouvernement, manifeste son intention délibérée de faire de la radio et de la télévision un instrument docile et conformiste.

L'O.R.T.F. est mis tout entier au service du Pouvoir : la présentation et le contenu de l'information quotidienne sont orientés dans un sens favorable à la politique gouvernementale ; la liberté d'expression n'est pas mieux respectée que la vérité.

Il n'est pas possible, sans fausser le jeu de la démocratie, de laisser entièrement entre les mains de l'Etat un instrument aussi puissant sur les esprits et sur les consciences que la radio et la télévision.

Aussi l'A.L.E.R.T.E. appelle-t-elle tous les auditeurs et tous les téléspectateurs à se grouper pour dénoncer les insuffisances dans la qualité des programmes et exiger une radio-télévision libre, objective et vivante.

Fondée par la Fédération de l'Education Nationale, le Syndicat National des Instituteurs, la Ligue de l'Enseignement, la Fédération Nationale des Conseils de Parents d'Elèves, la Fédération Nationale des Délégués Cantonaux et la Ligue des Droits de l'Homme.

L'Association pour la Liberté d'Expression à la Radio et à la Télévision (A.L.E.R.T.E.) bénéficie de l'appui et du soutien du P.S.U., du Parti Socialiste S.F.I.O., du Parti Radical et Radical-Socialiste, des Socialistes Indépendants, de la Libre Pensée, du Grand-Orient, de l'Union Rationaliste, de la Fédération Nationale des Combattants Républicains.

NE REMETTEZ PAS A DEMAIN

ADHEREZ SANS TARDER A L'A.L.E.R.T.E.

ADHERENTS DE 1964 RENOUVELEZ VOTRE ADHESION

Le premier bulletin intérieur a été adressé à chaque adhérent. Que ceux ne l'ayant pas reçu veuillent bien le signaler au Secrétariat, 10, rue de Solferino, Paris (7^e).

ADHESIONS ET RENOUVELLEMENTS

Membre bienfaiteur	30 F
Membre actif	3 F

Le chèque de virement tient lieu de bulletin d'adhésion. A.L.E.R.T.E., 3, rue Récamier, 21.044.11, Paris.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi, Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle, Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguiche, 6, Avenue du Maine, Paris-14^e, Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A., 58-61, rue La Fayette, Paris (9^e)

Fédération du Rhône : stage d'études

La situation de la femme dans la société actuelle est alarmante :
 - surmenage des femmes (90 heures de travail par semaine) ;
 - discrimination due au sexe ;
 - protection insuffisante de la maternité (300.000 journées de maternité n'ont pu être prises en 1962, une secrétaire-comptable perd sa place à la Rhodia après une absence due à une maternité, des secrétaires suppléantes sont renvoyées dès qu'il y a soupçon de maternité) ;
 - sous-qualification des femmes, cause de bas salaires ;
 - difficultés pour faire garder les enfants ;
 - dépolitisation des femmes.
 Pour que le Parti puisse enfin ajouter à son programme un plan de lutte en vue de l'amélioration des conditions de vie de la femme, la Fédération P.S.U. du Rhône propose un stage d'étude de ces problèmes les 2 et 3 octobre, avec le programme suivant :

Programme du stage

- Samedi 2 octobre**
 14 h. 30 : ouverture du stage, par Michel Leclerc, responsable de la formation.
 15 h. - 16 h. 30 : le mythe de la femme ; évolution de la condition féminine à travers les âges ; le travail : sa valeur pour l'être humain, par Huguette Bouchardeau, professeur d'histoire, secrétaire départementale du S.N.E.S.
 17 h. - 18 h. : la formation professionnelle des filles et des femmes, par M. Ruban, orienteur professionnel.
 18 h. - 19 h. : discussion.
 20 h. 30 : le développement affectif de l'enfant, par Mme le docteur Simon, psychiatre ; discussion.
Dimanche 3 octobre
 9 h. - 10 h. 30 : situation de la femme dans la société actuelle (plan économique, familial, social, politique), par Geneviève Servet, sociologue.
 11 h. - 12 h. : travail en commissions.
 14 h. - 15 h. : rapport des commissions.
 15 h. - 16 h. : discussion.
 16 h. - 17 h. : conclusions du stage.

Paule Barthélémy.
 Fédération P.S.U. du Rhône,
 49, montée de la Grande-Côte, Lyon (1^{er}).

ELECTIONS CANTONALES

● **Maisons-Alfort**
 Le premier tour des élections cantonales a donné les résultats suivants :

Martial (P.C.) : 5.218.
 Baudot (S.F.I.O.) : 1.762.
 Bridier (P.S.U.) : 482.
 L'U.N.R. obtient 5.403 voix et le candidat centriste 1.547.

Il est évident qu'au deuxième tour, une candidature unique de la gauche devrait largement battre l'U.N.R.

● **Le Mans**

Notre camarade Michel Lucas, membre du Bureau national, secrétaire de la Fédération de la Sarthe, sera le candidat du P.S.U. à cette élection partielle du 3 octobre.

Résultats des sénatoriales (Voix obtenues par les candidats du P.S.U.)

Indre-et-Loire : Georges Fily, 22 voix.

Isère : Jean Verlhac, 178 voix (9,4 p. 100).

Au second tour, les candidats communistes (279 voix de moyenne) décidaient de se désister pour le radical J.-B. Dufeu, sortant mis en ballottage, bien que celui-ci ait refusé de se déclarer pour une unité de la gauche. Les voix de l'indépendant Gros (590) se reportaient également sur Dufeu, élu au second tour. La candidature P.S.U. fut purement et simplement retirée. Notons que le nombre des bulletins nuls est passé de 11 au premier tour à 350 au second.

Oise : Marcel Ville, 173 voix (11,6 p. 100).

Au second tour, les candidats communistes (120 voix de moyenne) décidaient de se retirer, en faveur des candidats S.F.I.O. et P.S.U. Marcel Ville obtint 238 voix (15,8 p. 100). On notera cependant que les deux candidats S.F.I.O. obtenaient respectivement 311 et 318 voix. Le candidat indépendant Patria voyait de son côté ses voix passer de 530 à 601.

THÉÂTRE

Le visionnaire des Antilles

Voici une pièce exceptionnelle, brûlante d'actualité, célébrant avec éclat un théâtre populaire comme on le cherche vainement en France, où le verbe n'assassine pas l'idée et où l'idée ne mendie pas après une expression squelettique. Je veux parler de la « Tragedie du Roi Christophe » d'Aimé Césaire (1). De cette œuvre particulièrement riche, un peu comme le sont les tragédies multidimensionnelles de Shakespeare, il est délicat de trier et de hiérarchiser les directions. On connaît la trame, l'histoire authentique de ce roi haïtien, venant quelques années après la révolte de Toussaint-Louverture. Son ambition, faire de son pauvre peuple de nègres une nation réelle et forte. Le but poursuivi excusera les formes de la tyrannie, comme ce fut le cas pour Ivan le Terrible et pour tant d'autres. Le rédempteur est un visionnaire qui heurte des intérêts mesquins, qui provoque des révoltes légitimes, mais qui surtout reste totalement incompris. Son lot : la solitude et la mort. Un peuple soulagé et craintif portera Christophe en terre comme un héros incompris et admiré. Cette évolution logique et tellement vraisemblable charpente une tragédie qui fourmille de directions et d'interlocuteurs. N'est-ce pas avant tout un message destiné aux Antillais, le message intime d'un homme lucide et inquiet à ses frères ? Au passage, on reconnaît tous les thèmes de Césaire sur son pays. Le principal ennemi des Antillais réside en eux-mêmes, dans leur faiblesse, faiblesse qu'il faut vaincre, car si la première étape de la décolonisation — chasser le Blanc — est relativement aisée, c'est ensuite que le peuple devra puiser en lui-même les forces nécessaires afin de forger une nation. Christophe voudra mettre tout le monde à la tâche, et la citadelle qu'il fait bâtir dans la sueur unanime, c'est l'édifice-reflet, reflet de la nécessaire participation de tous (y compris femmes, enfants, vieillards) et aussi reflet de la dictature.

Noirs et Blancs : une subtile dialectique

Mais le Blanc est insidieux, quand il n'y est plus il y est encore, car le nègre est faible, comme corrompu par un secret mimétisme du Blanc en question. On rejoint ainsi la thématique de toute une lignée théâtrale contemporaine qui part de Pirandello pour aboutir à Genêt. Les bonnes à tout faire jouent aux patronnes et les nègres jouent aux Blancs. Mais alors que chez certains, le processus demeure en quelque sorte abstrait et plus philosophique qu'incarné, chez Césaire, il prend racine dans l'histoire réelle, celle d'hier aussi bien que celle d'aujourd'hui. Par là même, Césaire s'adresse à tous les décolonisés, passés et à venir. L'indépendance doit déboucher sur de nouvelles valeurs, sur une nouvelle civilisation et non sur un rabâchage des manies et de l'injustice des maîtres d'hier. Dans cette double caricature, Césaire se révèle un grand poète dramatique à qui n'échappe pas l'humour féroce du pamphlétaire qui dénonce sans ménagement la paille et la poutre de tous. Le cérémonial d'une Cour royale sous les tropiques, où une noblesse noire encore maladroitement remplacée plus ou moins les ci-devant colons, nous vaut une série de scènes où l'exorcisation naît du rire et de la moquerie (une moquerie populaire comme elle l'est chez Shakespeare et chez Claudel). Mieux, en contrepoint, on retrouve l'une des obsessions de l'auteur : comment concilier l'appartenance à l'Afrique originelle (nourricière de tous les nègres du Nouveau Monde) et une certaine reconnaissance de l'éthique européenne ? De précieux menus du XVIII^e siècle qui se métamorphosent en rythmes afro-cubains, le clavecin qui se prolonge en tam-tam, les objets du culte vaudou qui se superposent aux vitraux de cathédrale, etc., c'est en même temps la recherche d'une unité culturelle et la démonstration d'une profonde aliénéation. D'autant que ce mimétisme du Blanc débouche également sur l'exploitation économique et politique du nègre par le nègre. La référence au néo-colonialisme est implicite, et probant ce miroir tendu à tant de leaders africains qui n'ont

fait que prendre la place du Blanc. Odieux, et en outre, ridicules, tels ils sont !

La représentation au Théâtre de France est due à Jean-Marie Serreau et à une troupe presque exclusivement composée d'acteurs noirs. Réserve sur le travail de Serreau, aussi bien pour Kateb Yacine que lors de la récente reprise de l'« Exception et la règle » de Brecht, c'est beaucoup plus conquis que j'apprécie la manière dont il a servi le texte de Césaire. Comme si le théâtre beaucoup plus ample convenait mieux à ce metteur en scène exigeant à qui manque une nécessaire rigueur (que les pièces resserrées exigent encore plus). Dans le cas présent, on reconnaît une orientation épique indiscutable et une multitude de trouvailles indispensables pour traduire la variété de registres de la pièce. Une très grande soirée à laquelle il ne manquait pas grand-chose pour être une soirée mémorable. D'où le malaise lorsqu'on pense que seulement 10 représentations seront données à Paris et que tant de gazettes ouvertes aux choses de ce temps se seront abstenues de souligner l'exceptionnelle qualité de cette entreprise. Le snobisme est-il si fort que le goût disparaît ? Et ne peut-on espérer une prolongation ou une reprise du « Roi Christophe », en attendant impatiemment la pièce de l'Antillais Aimé Césaire sur le Congolais Patrice Lumumba ?

Claude Glayman.

(1) Théâtre de France.

VARIÉTÉS

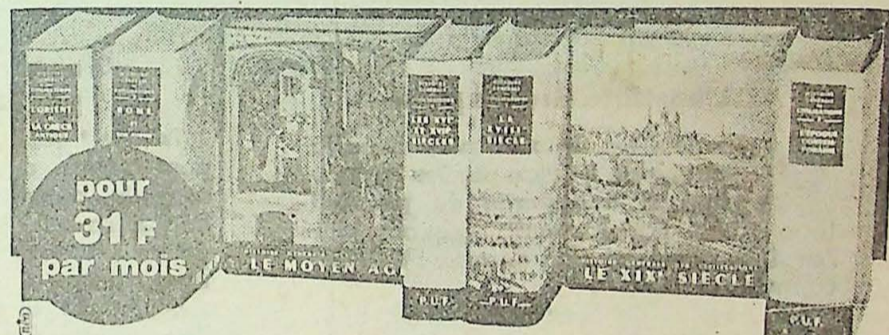
Barbara à Bobino

Il y a dix ans, Barbara était déjà ce qu'elle est devenue pour les directeurs de music-hall. Son inspiration, son talent, sa silhouette... rien n'est changé, et on ne peut que s'en féliciter. Poète de la solitude, chantré de la méditation, la vague du rock'n roll, du twist et des yé-yé n'a pu entamer son personnage que le public découvre, aujourd'hui, avec tendresse et, curieusement aussi, avec respect.

Je me souviens, il y a longtemps déjà, à l'époque où la renommée de Barbara ne dépassait pas encore les initiés de Saint-Germain, l'avoir rencontrée à un dîner des Amis du « Canard enchaîné ». Sa grande simplicité, ajoutée à la sincérité de son interprétation volontairement dépouillée d'artifices, l'avait immédiatement rendue estimable et délicieuse à tous ceux qui l'avaient écoutée se raconter, en confidence.

Aujourd'hui, c'est à un vaste public qu'elle s'adresse. Que ce soit par le disque ou sur la scène, elle demeure merveilleuse. Vous pouvez aller voir... et vous vous apercevrez que vous l'écoutez comme une grande amie.

Stéphane Pilliet.



HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale. La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histories universelles, mais infiniment plus d'attrait et, indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est encore actuellement offerte par la Librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 31 F ou 3 versements en 115 F ou 340 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Il n'y a donc pour vous aucun risque à mettre dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle PARIS 7^e
 Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS.
 Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 340 F comptant en 3 mensualités de 115 F en 12 mensualités de 31 F.
 Nom..... Profession.....
 Adresse.....
 N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

LE CONSEIL ECONOMIQUE CRITIQUE LE V^e PLAN MAIS SANS PROPOSER DE POLITIQUE DE RECHANGE

La critique du V^e Plan par le Conseil économique constitue pour le gouvernement un revers certain. Il ne s'y attendait pas, puisqu'il y a un an le même rapporteur — M. Chardonnet — avait trouvé une majorité au sein du Conseil pour approuver un avis acceptant les grandes

options du plan, moyennant quelques réserves. Cette fois, cette consolation n'a pas été donnée au Pouvoir, dont les projets économiques pour les cinq prochaines années ont été sévèrement critiqués et — si l'on se fie aux pointages avant le vote, non intervenu à l'heure où nous écrivons — probablement rejetés.

L'affaire n'est pas pour surprendre.

1 L'an dernier, tous les syndicalistes de l'Assemblée du Palais d'Iéna s'étaient déjà déclarés hostiles au V^e Plan, de même que les représentants des associations familiales et quelques agriculteurs. Seule une fausse manœuvre tactique avait empêché les représentants de F.O. et de l'U.N.A.F. (en s'abstenant) de joindre leurs votes « non » à ceux de la C.G.T. et de la C.F.D.T.; F.O. avait craint de paraître approuver le Plan en repoussant la partie critique de l'avis Chardonnet; l'U.N.A.F. ne voulait pas non plus rejeter cet avis, où elle avait fait insérer des critiques supplémentaires.

Cette fois, le nouvel avis de Chardonnet étant très hostile, F.O. et l'U.N.A.F. ont voté comme les autres syndicalistes.

L'hostilité des paysans

2 Le neuf est donc ailleurs: dans la critique du V^e Plan par les agriculteurs et une partie du patronat (une autre l'approuvant), groupes qui l'avaient approuvé l'an dernier. Pourquoi ce revirement?

On peut en donner trois raisons:

- Le gel du Marché commun par de Gaulle a irrité les agriculteurs, qui pensent — les vieux comme les jeunes — qu'il vaudrait mieux reprendre la discussion à Bruxelles sur la base des nouvelles propositions de la Commission Hallstein. Comme le V^e Plan impliquait la réalisation du Marché commun agricole et que celui-ci s'estompé dans les brumes, les agriculteurs français saisissent cette occasion de manifester leur hostilité.

- Une partie du patronat a des réflexes analogues, motivés autant par la prolongation du plan de stabilisation et le budget de 1966 que par la crise du Marché commun.

- Enfin, le climat politique général renforce les conseillers hésitants à bloquer leurs voix en un vote d'hostilité au pouvoir, à trois mois des Présidentielles. Ce n'est un secret pour personne que bien des paysans et des patrons louchent vers Pinay, Tixier ou le « démocrate paysan » Antier, plutôt que vers de Gaulle.

Des doléances contradictoires

Il a donc suffi au rapporteur Chardonnet de récapituler les motifs d'hostilité au V^e Plan pour voir s'additionner les suffrages sur son projet d'avis. Mais à mesure que gonflait le nombre de voix, les contradictions s'accumulaient.

- Le rapport Chardonnet juge, par exemple, le V^e Plan « restrictif » en ce qui concerne aussi bien la durée du travail que la relative stagnation des revenus salariaux ou la limitation arbitraire des prestations sociales. Il désapprouve parallèlement le programme de logements prévu par le plan.

Tout cela est très vrai, et nous l'avions dit il y a déjà un an. Mais le rapport Chardonnet déplore, un peu plus loin, que

les moyens d'autofinancement des entreprises soient trop faibles. Or, on peut vraiment se demander comment il serait simultanément possible d'accroître beaucoup les salaires, les cotisations sociales et les profits (source de l'autofinancement), sans que cela provoque une hausse massive des prix.

- De la même façon, le texte Chardonnet demande plus de prestations sociales, plus de crédits pour la recherche, l'éducation nationale, les équipements urbains... Et il a parfaitement raison.

Mais il refuse aussi l'aggravation de la fiscalité d'Etat ou locale. Comment est-ce possible, sans compression massive des dépenses improductives, au premier rang desquelles les dépenses militaires, dont Chardonnet ne souffle mot?

D'accord pour refuser, pas pour proposer

Telle est bien l'ambiguïté de ce texte: pour gagner des voix, il constitue une sorte de cahier des doléances de tous les opposants au V^e Plan. Même quand ces doléances sont contradictoires. Et ceci nous ramène au problème du contre-plan.

D'accord pour repousser le V^e Plan gaulliste, les conseillers économiques ne le sont évidemment pas sur la politique de rechange à lui substituer. Aussi se contentent-ils d'un simple refus que le Pouvoir va dénoncer facilement auprès de l'opinion.

« Une attitude stérile du Conseil économique, écrivait à ce propos *Le Monde* de samedi, sur un dossier aussi important, risquerait de diminuer l'autorité des conseillers, qui regrettent souvent l'indifférence dans laquelle les tient le gouvernement. Un refus sans contre-proposition de l'Assemblée économique encouragerait le Pouvoir à substituer au dialogue balbutiant qui s'esquisse le monologue des technocrates ».

Au cours du débat du Conseil économique, l'ancien ministre gaulliste Jeanne-ny — qui a lancé la contre-attaque en déposant un contre-projet d'avis — s'est d'ailleurs fait un plaisir de souligner les contradictions du texte Chardonnet, et l'incapacité des opposants à se mettre d'accord sur un contre-projet.

C'était précisément l'un des grands avantages de la politique du contre-plan, que le P.S.U. a proposé cet hiver à la gauche française, que de permettre de sortir enfin de ces refus impuissants où l'opposition de gauche s'est trop longtemps complu.

- En opposant aux projets du Pouvoir ses propres programmes de développement, la gauche discréditerait le conservatisme du plan gaulliste, en montrant qu'il est dès à présent possible de faire beaucoup mieux que le V^e Plan.

- Du coup, elle séparerait nettement l'alternative de gauche choisie par elle de la politique immobiliste des opposants de la droite classique.

- Enfin, en proportionnant les moyens de la politique économique aux objectifs à atteindre, le contre-plan tisse un lien très strict entre les réformes de structure, que

comporte la marche vers le socialisme, et les avantages sociaux que les classes populaires attendent de la conquête du Pouvoir.

La C.F.D.T. :

ne pas fuir ses responsabilités

Stratégie neuve, assurément. Mais dont le dynamisme n'a pas cessé. Car si l'on doit déplorer que les syndicats n'aient pas suivi au Conseil économique les lucides initiatives de Pierre Le Brun dans ce sens, — encore que l'idée d'un contre-plan ait été l'un des grands thèmes d'intervention durant le débat — il faut se féliciter de voir la C.F.D.T. s'orienter peu à peu dans cette voie très riche de la contre-proposition globale.

Il y a un an (septembre 1964), le Conseil fédéral de la C.F.D.T. écrivait à ce sujet: « Nous sommes une organisation syndicale ayant à représenter et à défendre les intérêts propres à une partie de la population, et non à définir, dans toute sa plénitude, l'ensemble des objectifs, voies et moyens qui doivent devenir l'objectif national. »

C'était, selon l'expression de René Bonety (responsable confédéral des questions économiques), « une fin de non recevoir syndicale à l'élaboration d'un contre-plan ». Mais, depuis, les choses ont changé.

Dans le rapport au prochain congrès confédéral que Bonety vient de rendre public, il écrit maintenant: « A l'examen, certains (camarades) ont considéré cette position syndicale comme un refus de responsabilités, estimant que le contre-plan peut constituer une méthode permettant grâce à des politiques alternatives d'aller progressivement vers la planification démocratique, Plan et contre-plan constituant des étapes, des paliers dont l'objectif doit à chaque fois modifier les données fondamentales de l'économie capitaliste. »

Une politique d'ensemble plutôt qu'un catalogue revendicatif

Cet approfondissement de la réflexion des militants C.F.D.T. a conduit le bureau confédéral à poser au congrès de novembre prochain une double question:

- la C.F.D.T. doit-elle s'acheminer vers la formule du contre-plan, étape vers la planification démocratique? Et comment?

- la C.F.D.T. doit-elle « innover en formulant une véritable politique économique » d'ensemble, par opposition aux « catalogues revendicatifs » d'autrefois?

Ces deux questions sont posées sous forme interrogative. La réponse sera donnée par le Congrès. Mais il semble bien que, déjà, les dirigeants de la C.F.D.T. aient, pour leur part, répondu de façon positive dans les deux cas.

On ne peut que s'en féliciter. Le renouvellement de la gauche française passe, en effet, le P.S.U. n'a cessé de le répéter, par une plus grande participation des syndicats à l'élaboration de la pensée et de l'action de la gauche.

Jean Todure.